



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8360-001

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la location de porte-outils à chenilles avec broyeur forestier affectés respectivement à l'unité de production Val de Loire (Eure et Loir, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret) et à l'unité de production Berry Bourbonnais (Allier, Cher et Indre).

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale de Centre-Ouest Aquitaine
Agence Etudes et Travaux de Centre-Ouest Aquitaine
100 Bd de la Salle
45762 Boigny sur Bionne

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Valerie METRICH-HECQUET,
- Directrice générale de l'Office National des Forêts,
2 Bis Avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS ALFORT

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.2. DECOMPOSITION EN LOTS	5
3.3. MODALITE D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.4. PRESTATIONS NON PREVUES	5
3.5. DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE.....	5
3.6. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ATTENDUES	5
3.7. RECEPTION ET MISE EN SERVICE DU PORTE-OUTIL AVEC BROYEUR	7
3.8. ENTRETIENS, REPARATIONS ET REMPLACEMENT	7
3.9. SOUS-TRAITANCE	7
3.10. PRESTATIONS SIMILAIRES	8
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	8
4.10. ACCORD-CADRE	8
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
5.1. DISPOSITIONS GENERALES.....	8
5.2. EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	8
5.2.1. <i>Passation des commandes</i>	8
5.2.2. <i>Modification d'un bon de commande</i>	8
5.2.3. <i>Suspension d'un bon de commande</i>	9
5.2.4. <i>Résiliation d'un bon de commande</i>	9
5.3. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	9
6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	9
6.1. UNITE MONETAIRE	9
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	9
6.2.1. <i>Nature des prix</i>	9
6.2.2. <i>Contenu des prix</i>	9
6.3. VARIATION DANS LES PRIX	9
6.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
6.4.1. <i>Facturation</i>	9
6.4.2. <i>Transmission des factures</i>	10
6.4.3. <i>Paieement des sous-traitants</i>	10
6.4.4. <i>Délai global de paieement</i>	10
6.4.5. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	10
7 PENALITES	11
7.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	11
8 DROIT, LANGUE.....	11
9 ASSURANCE.....	11
10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	11

10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	11
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	12
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	12
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est : l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine, Agence Etudes et Travaux, Établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 030 20 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Valerie METRICH-HECQUET,
- Directrice générale de l'Office National des Forêts,
2 Bis Avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS ALFORT

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :
M. Max BUZAT Directeur financier de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.
max.buzat@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est : Mme Yamina KECHEROUD, Responsable territorial Achat, yamina.kecheroud@onf.fr

Les personnes habilitées à donner des renseignements techniques :

- UP Berry Bourbonnais celine.courcelle@onf.fr
- UP Val de Loire bastien.fontaine@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la location de porte-outils à chenilles avec broyeur forestier affectés respectivement à l'unité de production Val de Loire (Eure et Loir, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret) et à l'unité de production Berry Bourbonnais (Allier, Cher et Indre).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 2 lots :

Lots	Secteur géographique
1	Porte outil à chenille 175 cv UP Val de Loire (départements 28, 37, 41 et 45)
2	Porte outil à chenille 300 cv UP Berry Bourbonnais (départements 03, 18 et 36)

Chaque lot permet passer commande d'autant d'engin que de besoin. La limite étant donnée par le nombre d'heures de travail des engins.

Le détail des prestations est précisé dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et au chapitre 3.10 du présent document.

3.3. Modalité d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à un seul et même soumissionnaire.

Un même candidat pourra être attributaire d'un ou plusieurs lots.

3.4. Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avèraient nécessaires, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles prestations pourront être commandées par l'émission de bons de commande, qui pourront servir de base à la facturation d'autres fournitures futures similaires.

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du nombre total des lignes du BPU pour la durée du marché et dans le respect des montants maximums du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix, dans le respect du code de la commande publique.

3.5. Durée et prise d'effet du marché

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 2 (deux) ans.

Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

3.6. Caractéristiques techniques attendues

Afin de permettre d'effectuer les travaux demandés, l'engin objet de la location présente les caractéristiques suivantes :

- Puissance brute :
 - Lot 1 : Puissance brute approchant les 175 cv
 - Lot 2 : Puissance brute approchant les 300 cv
- Porte-outils à **chenilles en acier** avec blindage forestier
- Engin équipé d'une ventilation à pales réversibles permettant de nettoyer le radiateur
- Réservoir de carburant permettant de travailler au minimum 10 heures en continu sans plein de carburant
- Cabine du porte-outil répondant aux homologations ROPS (structure de cabine), FOPS (toit de cabine), OPS (vitrages et grilles de sécurité). **Cabine équipée d'une grille de protection avant.**
- Cabine climatisée, chauffée, filtrée (poussières grossières et inoffensives) et équipée d'une caméra couleur de recul à l'arrière.
- **Eclairage du porte-outil** par, au moins, 8 phares répartis à l'avant, à l'arrière de l'engin sur les côtés de l'engin
- Poste de conduite :
 - Siège du conducteur : Afin de limiter l'impact des vibrations et des chocs transmis au corps, siège à suspension pneumatique réglable poids et hauteur de façon indépendante, satisfaisant aux essais de classe EM6 (norme ISO 7096) ; les valeurs d'émissions vibratoires, les conditions d'évaluations (code d'essai normalisé) et les conditions dans lesquelles la machine peut générer des expositions à des vibrations supérieures à la valeur d'action ou la valeur limite d'exposition seront précisées dans l'annexe technique.
 - Siège équipé d'un harnais 4 points
 - Niveau sonore au poste de conduite < 90 db(A) selon le code normalisé n° 5 (février 2018) de l'OCDE
- **Largeur hors tout (porte-outils avec broyeur, chenilles comprises) :**
 - **Lot 1 : Largeur hors tout inférieure ou égale à 230 cm**
 - **Lot 2 : Largeur hors tout inférieure ou égale à 240 cm**
- **Largeur de travail du broyeur :**
 - **Lot 1 : Largeur de travail supérieure ou égale à 180 cm**
 - **Lot 2 : Largeur de travail supérieure ou égale à 200 cm**
- Le broyeur doit être équipé d'un rabatteur hydraulique de branches.
- Poids du porte-outil avec broyeur inférieur ou égal à 12 tonnes, porte-outil équipé de chenilles métalliques, pression moyenne de contact au sol (porte-outils + broyeur) établie selon la norme ISO 16754 <0.500 kg/cm²
- Porte-outil équipé d'un système de frein automatique en cas d'arrêt de l'engin et d'un système intégré d'extinction d'incendie.
- Système de télémétrie
- **Treuil télécommandé de 10 tonnes minimum.**
- **Prise 3 plots dans la cabine.**

IMPORTANT :

Les éléments en GRAS et SURLIGNES du présent chapitre sont considérés comme obligatoires et les offres ne les respectant pas seront considérés comme inappropriées.

L'annexe technique fournie au DCE doit être complétée et fournie avec l'offre.

3.7. Réception et mise en service du porte-outil avec broyeur

Tous les transferts d'engin sont à la charge de l'entreprise (Livraison et enlèvement). Cela concerne seulement les transferts entre l'ONF et le prestataire. Les éventuels transferts entre les chantiers seront assurés par l'ONF et autorisés par le prestataire.

A la livraison du porte outils avec broyeur, le titulaire délivre une formation aux chauffeurs désignés par le pouvoir adjudicateur. Quatre chauffeurs par porte-outils sont désignés par le pouvoir adjudicateur.

Ces chauffeurs bénéficient d'une formation minimum d'une journée (durée : 7 heures) délivrée par le titulaire sur le paramétrage, la conduite du porte-outil avec broyeur, les entretiens quotidiens. Le plan de formation (contenu de la formation, durée et planning, qualité et expériences de l'intervenant) doit être fourni avec l'offre.

La formation délivrée par le titulaire est obligatoire pour paramétrer, conduire et entretenir quotidiennement le porte-outil avec broyeur. A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire délivre une formation paramétrage, conduite et entretien à toute personne désignée par le pouvoir adjudicateur. La formation se déroule sur la durée fixée par le titulaire à l'appui de son offre, incluant une partie théorique et une partie pratique. Le titulaire assure également un complément de formation pour un mécanicien assurant les entretiens périodiques des machines dont le détail figure à l'appui de l'offre du titulaire.

3.8. Entretiens, réparations et remplacement

Les entretiens quotidiens seront effectués par les chauffeurs ayant reçu la formation délivrée par le titulaire.

Les entretiens quotidiens sont consignés dans le carnet d'entretien de l'engin.

Le carnet d'entretien est tenu à la disposition du titulaire.

Tous les entretiens autres que quotidiens sont assurés exclusivement par le titulaire et sont à la charge du titulaire (fournitures, main d'œuvre et déplacements compris).

Toutes les fournitures consommables (lubrifiants, filtres à air, filtre GNR, filtre cabine, climatisation, flexibles, joints, raccords etc..) et toutes les pièces mécaniques, hydrauliques, électriques, chenilles, chaînes, galets sont à la charge du titulaire (fournitures, main d'œuvre et déplacements compris).

Toute réparation de panne (hors bris accidentels de machine) est à la charge du titulaire (fournitures, main d'œuvre et déplacements) qui prendra les dispositions nécessaires pour effectuer les réparations de l'engin ou procéder à un échange d'engin sous un délai de 2 jours ouvrés.

Ce délais court à partir du moment où le titulaire a été avisé de la panne.

Sans intervention au-delà de cette durée de 2 jours ouvrés, une pénalité de 250€ HT par jour ouvré sera appliquée selon les modalités détaillées au chapitre 7 du présent CCATP.

3.9. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.10 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

4.10 Accord-cadre

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS)
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit un seul type de commande, par émission de bons de commande selon les dispositions prévues aux articles 5.2 ci-après.

5.2 Exécution par émission de bons de commande

5.2.1 Passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes.

Les commandes, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Les commandes émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 3 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.2.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.2.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

5.2.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de 11 des CGA.

5.3 Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2025-8360-001 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 46000XXXXXX (numéro communiqué au moment de l'attribution du marché)
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003020
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr